

Les démarches participatives en centre social : visées de changement social ou développement individuel capacitaire ?

Marie-Hélène DOUBLET

Maitre de conférences associée
Département des sciences de l'éducation et de la formation
Université de Tours, EA7505, EES
3, Rue des Tanneurs BP 4103
37041 TOURS CEDEX 1Tours (France)

Chargée de recherche et développement
CIBC Sud Aquitaine, Pau
06.13.19.60.47

marie.helene.doulet@wanadoo.fr

Denis RENAUDIN

Délégué Fédéral
Fédération des Centres Sociaux de la Vienne
06.03.36.06.27

delegue@federation-csc86.org

Mots clés : Centres sociaux, pratiques d'animation, démarche participative, enjeux éthique et politique

Proposition de communication AXE 1 Favoriser le dialogue dans les pratiques d'intervention sociale, de formation et de recherche

Sous la pression de commande sociale des financeurs, et accompagné par la fédération départementale des centres sociaux, la maison de quartier des Couronneries à Poitiers opère un changement de paradigme de ses modes d'intervention. Situés dans un nouvel espace « hors les murs » et développant des pratiques issues de l'éducation populaire, les professionnels répondent aux finalités de développement de la participation des habitants aux décisions qui les concernent. Pendant quatre ans (2017-2021), la structure a formé ses équipes et expérimenté la démarche « ALFA » (Aller vers et faire avec) qui constitue le cœur du nouveau projet social 2022-2025. Se pose aujourd'hui un certain nombre de questions autour de « l'après » : « Aller vers et faire avec » mais pour quoi faire ? » Tous ont conscience des possibilités qu'offrent ces formes d'expression alternatives mais en perçoivent également les difficultés et les limites dans un contexte où le mandat est peu explicite. Carrel, note que « le paradoxe de la « participation des habitants » (toujours réclamée, jamais explicitée) tient en grande partie à l'absence de procédures ad hoc pour organiser la confrontation démocratique entre la population et les pouvoirs publics. » (Carrel, 2013).

Nous avons été sollicitée, au titre de chercheuse en sciences de l'éducation, pour répondre à la question, « en quoi le recueil de la parole des habitants interpelle et transforme les pratiques d'animation ? » et soutenir la réflexion des acteurs (animateurs, direction et administrateurs) sur les enjeux éthiques et politiques soulevés par ces modes d'intervention dans l'espace public. Notre recherche s'appuie sur 6 entretiens individuels semi-directifs d'1,30h auprès de professionnels représentatifs des différentes professionnalités (animateur, assistante d'accueil, responsable d'équipe et formateur de la démarche ALFA) et recouvrant l'ensemble des secteurs (enfance, jeunesse, famille, culture). Ces entretiens comportent deux temps : le 1er emprunte la forme narrative, pour décrire des moments vécus significatifs de la formation et de

l'expérimentation des démarches ALFA ; le deuxième consiste en un relevé de questionnements et problématiques issus des évocations de situations de travail. Nous avons procédé à une analyse de contenu thématique et mis en discussion, lors d'un séminaire réunissant les professionnels et administrateurs, des éléments de compréhension pour répondre aux questions qui nous étaient posées.

Notre communication vise à décrire les éléments de reconfiguration identitaire exprimés par les animateurs, lors de nos entretiens de recherche, notamment les changements de posture, « se départir des intentions pour autrui »¹, qui ouvrent des espaces d'étonnement (Thievenaz, 2017) et une prise de conscience de la dimension potentiellement conflictuelle des positions adoptées (de la société civile et de la société politique), (Hamidi, 2010). Puis nous ferons échos des doutes exprimés concernant le poids réel des habitants dans l'évolution des politiques publiques. Les équipes questionnent le sens de leur action. S'agit-il de développer des accompagnements collectifs aux visées de changement social, de transformations institutionnelles et de développement du pouvoir d'agir (Pesce et Breton, 2019), ou bien de circonscrire l'intervention à un traitement individuel dans des visées de développement capacitaire et qui renvoient à l'individu, sous forme d'injonction, la responsabilité d'être entrepreneur de sa propre vie. (Bacqué et Biewener, 2013).

Bibliographie

Bacqué, M.H., Biewener, C. *L'empowerment, Une Pratique Émancipatrice*. La Découverte, 175 p.

Carrel, M. Conclusion In : Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, 2013 (généré le 16 août 2020). DOI : <https://doi.org/10.4000/books.enseditions.5254>.

Hamidi, C. (2010). *La Société civile dans les cités : engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Economica, Paris, 2010, 230 p.

Pesce, S. et Breton, H., S. (2019). *Accompagnement collectif et agir coopératif : éducation, formation, intervention*. France, Téraèdre.

Thievenaz, J. (2017). Rencontrer et susciter l'inattendu : Une approche deweyenne de l'expérience. *Questions vives recherches en éducation*, (N° 27), 4-14. <https://doi.org/10.4000/questionsvives.2060>

¹ Expression d'un salarié, lors des entretiens de recherche de cinq salariés et le formateurs aux démarches « ALFA »